

Haïti

En 2014, Haïti a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté la loi de lutte contre la traite des personnes qui sanctionne pénalement toutes les formes de traite des personnes et comprend des dispositions visant à empêcher la traite des enfants et les autres pires formes de travail des enfants. Cette loi porte également création d'un Comité national de lutte contre la traite qui prévoit une protection juridique et une aide sociale en faveur des victimes de la traite des personnes. Le gouvernement a par ailleurs créé un Groupe de travail sur la protection de l'enfant chargé de coordonner les initiatives de protection de l'enfance, surtout en faveur des enfants travaillant comme domestiques. Qui plus est, Haïti a ratifié les Protocoles facultatifs de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ainsi que la participation des enfants aux conflits armés. Toutefois, en Haïti, des enfants sont soumis au travail, notamment comme domestiques et dans l'agriculture. Le pays ne compte pas d'âge minimum clair et facilement applicable d'admission à l'emploi domestique. Les ressources limitées pour l'application systématique de la législation sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à protéger les enfants des pires formes de travail. Les programmes de protection sociale pour lutter contre le travail des enfants sont eux aussi insuffisants étant donné l'ampleur de ce phénomène.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en Haïti, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Clarifier l'âge minimum d'admission au travail domestique et prévoir des peines significatives en cas d'emploi d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum.	2009 – 2014
	Veiller à ce que le Code du travail s'applique aux enfants travaillant dans tous les secteurs et dans des emplois non contractuels. Entre-temps, ajouter à l'article 335 du Code du travail une définition pour « établissement commercial ».	2014
	Prévoir des peines suffisamment strictes pour sanctionner les infractions au Code du travail.	2009 – 2014
	Veiller à ce que la législation interdise les activités et emplois dangereux dans tous les secteurs d'activité y compris l'agriculture.	2009 - 2014
	S'assurer que la Loi de 2003 relative à l'interdiction et à l'élimination de toutes formes d'abus, de violence, de mauvais traitements ou de traitements inhumains contre les enfants comprenne des sanctions civiles et pénales significatives pour toutes les infractions à la Loi.	2011 – 2014
	Veiller à ce que l'interdiction de la corruption de mineurs énoncée dans le Code pénal englobe la pédopornographie.	2009 – 2014
	Prévoir des sanctions pénales significatives contre l'utilisation des enfants dans le cadre d'activités illicites.	2011 – 2014

Mise en œuvre	Recueillir et rendre publiques les informations relatives aux inspections du travail du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) et plus particulièrement : le nombre, le type et la qualité des inspections du travail et de protection ; le nombre d'enfants travailleurs identifiés à la suite de ces inspections ; le nombre d'infractions constatées à la loi sur le travail des enfants, ainsi que les assignations et sanctions imposées durant ces inspections ; le nombre de dossiers remis aux autorités judiciaires concernant le travail des enfants ; et le nombre de ces affaires qui ont débouché sur des sanctions.	2013 – 2014
	Accélérer le traitement par les tribunaux du travail des infractions relatives au travail des enfants.	2013 – 2014
	Veiller à ce que les enfants astreints au travail identifiés au cours des inspections du travail bénéficient de services de protection sociale adéquats.	2013 – 2014
	Renforcer les capacités de l'Institut de Bien-Être Social et de Recherches (IBESR) en effectuant des inspections ciblées de protection des enfants, au lieu de se fonder strictement sur les plaintes reçues.	2013 – 2014
	Fournir une formation et des ressources suffisantes pour accroître les capacités du MAST, de l'IBESR, de la Brigade de protection des mineurs (BPM) et des fonctionnaires de la justice afin d'assurer l'application efficace des lois relatives au travail des enfants.	2013 – 2014
	Recueillir et rendre publiques les informations sur le nombre d'enquêtes judiciaires, de condamnations et de sanctions imposées pour les crimes ayant trait aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2014
	Accroître le nombre de lignes téléphoniques de la BPM et de l'IBESR pour faciliter le signalement de cas d'exploitation d'enfants en-dehors de Port-au-Prince, notamment dans les régions rurales ; ventiler les plaintes en fonction du nombre d'enfants soumis au travail forcé.	2013 – 2014
Coordination	Veiller à ce que les représentants des divers ministères représentés au Comité national de lutte contre la traite des personnes soient nommés par le président et spécifier les modalités selon lesquelles ce comité offrira des services de réinsertion aux victimes de la traite des personnes.	2014
Politiques gouvernementales	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques éducatives et de protection de l'enfance.	2009 – 2014
Programmes sociaux	Veiller à ce que tous les enfants aient accès à une éducation gratuite et de qualité en enregistrant les enfants dès leur naissance et en affectant des moyens supplémentaires à l'éducation, notamment pour la constructions de nouveaux établissements scolaires, en subventionnant ou en remboursant les frais de scolarité et en dispensant des formations aux enseignants, l'attention étant portée à l'accès à l'instruction dans les zones rurales où les enfants sont particulièrement vulnérables à la traite et au travail domestique.	2009 – 2014

Amplifier la base de données nationale sur la protection de l'enfance, notamment en identifiant les enfants des rues déplacés et ceux employés dans le travail domestique.	2010 – 2014
Évaluer l'impact potentiel des programmes existants de protection sociale sur le travail des enfants.	2010 – 2014
Amplifier les programmes sociaux existants pour s'attaquer à la portée du phénomène du travail des enfants, surtout dans le travail domestique.	2012 – 2014
